

OUI OU NON AUX ÉCOLES RURALES?

DENIS MARCHAND



Photos: Denis Marchand

Dans l'immense jardin potager de l'école primaire Hamdallaye II de Ségou, la terre est fertile et les plantes vigoureuses. Tous les après-midi, Moulaye et ses amis de cinquième année entretiennent et arrosent des plants de tomates, de concombres, d'oignons et de tournesols. Ils s'occupent aussi des manguiers et des papayers. Intéressés à l'horticulture, ils apprennent à labourer, à fertiliser et à cultiver le sol sous les conseils judicieux d'un professeur compétent.

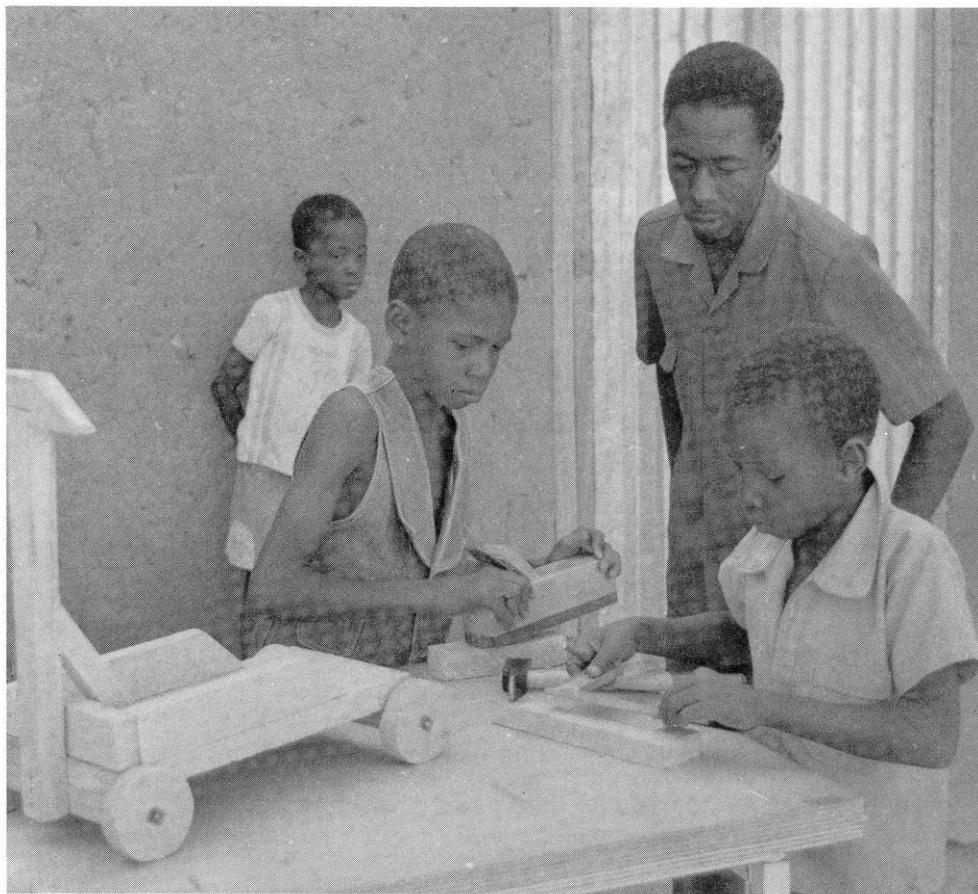
Dans la cour arrière de l'école, Fatoumata, treize ans, place délicatement une pièce de tissu sur une machine à coudre. « Cette jupe, c'est pour ma petite soeur. J'aime la couture et je voudrais en faire mon métier. Mais, je n'aurai sans doute jamais l'argent pour acheter une machine comme celle-ci. Mes parents non plus! », souligne-t-elle timidement. Cette contrainte ne l'empêche toutefois pas de suivre ses leçons de couture avec beaucoup d'intérêt. Tout près, ses compagnons semblent préférer le tricot ou la menuiserie. Ils travaillent avec beaucoup d'ardeur à apprendre les techniques du métier. Quant aux étudiants de neuvième année, encadrés par un maçon expérimenté, ils s'affairent à construire l'imposant mur de brique qui délimitera la propriété de l'école.

Hamdallaye II est l'une des nombreuses écoles ruralisées du Mali. Elle compte quelque 600 élèves regroupés dans une douzaine de classes. Son programme d'enseignement comprend des cours de français, d'histoire, de géographie, de sciences et de mathématiques dispensés en matinée et des périodes de travaux manuels offertes en après-midi.

« La ruralisation des écoles ne signifie pas un retour à la terre. C'est, au contraire, une ouverture aux réalités du pays dont 95 pour cent de la population vit en milieu rural, pratique l'agriculture, l'élevage et les métiers manuels », de souligner Boureima Cissé, directeur de l'éducation dans la région de Ségou.

C'est en 1968 que le programme de « Ruralisation des écoles » a commencé: huit écoles primaires du Sud du pays ont mis à l'essai cette méthode d'enseignement qui revalorise les métiers manuels, lie davantage le contenu du programme scolaire aux besoins du milieu et favorise l'emploi des langues nationales comme langue d'enseignement.

A gauche, Fatima travaille à la machine à coudre à l'école Hamdallaye II. A droite, des jeunes suivent des cours de menuiserie, activité très populaire.



Cette réforme scolaire caressait aussi l'objectif de transformer le milieu en améliorant les pratiques culturelles des paysans. Il fallait initier les enfants aux techniques modernes de l'agriculture, de l'élevage, de la mécanique et de la menuiserie afin qu'ils puissent, à leur tour, les transmettre à leurs aînés.

Pour réaliser ces objectifs, les écoles expérimentales ont mis sur des périodes de travaux manuels et sur des stages en milieu de travail. L'étudiant devait être stimulé par le milieu et être motivé à participer activement aux travaux pratiques. L'encadrement était assuré par des gens compétents de la communauté. On comptait aussi sur la réforme pour mettre un frein au taux élevé d'abandon et de redoublement parmi les étudiants. Encore aujourd'hui, on estime que 30 pour cent seulement des étudiants réussissent l'examen qui sanctionne la neuvième année de scolarité.

En 1980, le programme d'enseignement a été étendu à plusieurs autres écoles primaires du pays. Même si on ne connaît pas de mouvement d'opposition systématique à ce programme de ruralisation des écoles, il n'en continue pas moins de soulever des discussions plusieurs années après son adoption.

Bien des citoyens demeurent réticents à envoyer leurs enfants à l'école rurale. Généralement formés à l'étranger, les gens des villes favorisent un enseignement classique orienté vers l'acquisition d'un diplôme et la quête d'un emploi rémunérateur.

«Comment un enfant de douze ans peut-il dire à son père de changer sa façon de cultiver les champs? Il n'a pas de poids pour changer les mentalités», disent ces parents qui ajoutent que l'apprentissage des nouvelles techniques, c'est bien beau en théorie, mais ça ne donne pas, en pratique, aux enfants les moyens d'appliquer sur le terrain ce qu'ils ont appris à l'école, ni l'argent pour acheter les équipements nécessaires. «Surtout, si l'on considère que, en raison de leur âge, de leur niveau culturel, de leurs faibles revenus et du coût élevé des outils, les paysans sont souvent résistants aux changements», de renchérir un intellectuel de Bamako.

Certains professeurs se demandent, quant à eux, si le gouvernement possède les moyens financiers et techniques de généraliser le programme de ruralisation et l'enseignement en

langue nationale. Cela suppose, en effet, de nombreux déboursés pour former adéquatement les professeurs et préparer le matériel didactique. Il faut pouvoir produire des livres en utilisant l'alphabet des diverses langues nationales: toute une technologie est nécessaire pour appuyer le programme à l'échelle nationale.

«La ruralisation s'avère un succès dans la mesure où l'élève apprécie ce qu'il fait et porte un intérêt à apprendre davantage. Il peut choisir une ou plusieurs activités manuelles: l'aménagement de jardins ou la plantation d'arbres et de fleurs. L'entretien régulier des bâtiments par les enfants eux-mêmes a totalement modifié le cadre de vie de l'école. La ruralisation permet aux enfants d'acquérir des techniques qui pourront leur servir personnellement tout en leur apprenant à respecter l'environnement et à développer une conscience collective, profitable à toute la société», estime Boureima Cissé.

Plusieurs partisans de la réforme scolaire considèrent que loin d'abaisser le niveau d'éducation, celle-ci permet de développer l'aptitude des enfants à travailler le bois et le métal, et à pratiquer l'agriculture, l'élevage et l'artisanat. La réforme serait aussi un moyen de freiner l'exode vers les villes tout en abaissant le taux de chômage.

Pour expliquer l'attrance des jeunes scolarisés vers les centres urbains et le fait que les métiers manuels soient décriés, ces partisans rappellent la période coloniale où les manuels scolaires montraient des illustrations d'intellectuels et de patrons en vestons et cravates, en haut de l'échelle sociale alors qu'au bas de celle-ci, on retrouvait la paysannerie et les métiers manuels.

«Cette image demeure encore trop présente dans l'esprit des gens, même si la situation s'améliore!», affirment-ils en rappelant que pendant la colonisation, seulement sept pour cent des enfants trouvaient une place dans un

établissement scolaire. Le système formait alors des cadres pour les administrations de la capitale et négligeait totalement le développement des campagnes.

«L'école ne représente plus la possibilité d'accéder à un emploi dans la Fonction publique et de gagner un revenu intéressant. L'enseignement classique n'assure plus le plein emploi. Ce n'est pas la seule voie pour développer le pays. Former des intellectuels n'est pas très productif sur le plan économique. Parler de souveraineté nationale, d'ouverture sur le monde, de cultures et de langues différentes, c'est indubitablement intéressant! Mais, au Mali, seulement cinq pour cent de la population parle français même si toutes les affaires politiques et administratives se traitent dans cette langue. L'utilisation des langues nationales est nécessaire pour communiquer avec la masse. Mais, ne sont-elles pas encore considérées comme les langues des pauvres?», de faire remarquer un autre chaud partisan de la ruralisation des écoles.

La ruralisation des écoles a-t-elle apporté les résultats escomptés? Malgré les ardents débats qu'elle suscite parmi la population, aucune évaluation systématique n'a été faite, à ce jour. Toutefois, l'Institut de pédagogie nationale a amorcé, avec le soutien financier du Centre de recherches pour le développement international, une recherche pour évaluer les élèves des écoles expérimentales où on enseigne en langue bamaka kan. On cherche surtout à savoir si les élèves acquièrent plus de connaissances, s'ils continuent à vivre en milieu rural après leurs études et si les techniques acquises par les élèves influencent les pratiques agricoles de leurs parents. ■

Denis Marchand est un journaliste indépendant de Montréal, Canada. Il a visité plusieurs projets du CRDI en Afrique au cours de l'année dernière.